

Abderrahim Taleb Bendiab

CHRONOLOGIE  
DES  
FAITS ET MOUVEMENTS  
SOCIAUX ET POLITIQUES  
EN ALGERIE



1830-1954

Abderrahim Taleb Bendiab

**CHRONOLOGIE  
DES FAITS ET MOUVEMENTS  
SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE**

IMPRIMÉ EN 1983  
IMPRIMERIE DU CENTRE - ALGER

## Introduction

Cette chronologie recense plus d'un demi millier de dates marquant les différentes étapes de la lutte du peuple algérien pour la reconquête de son indépendance. Elle traite de la période coloniale jusqu'au 1er Novembre 1954. Le lecteur pourra ainsi suivre les différentes phases de ce combat plus que centenaire qui a opposé notre peuple à la puissance coloniale.

Dans le choix des dates, nous avons retenu celles qui nous ont paru les plus significatives sur les plans politiques, économiques, sociaux et culturels, celles qui ont marqué à un moment déterminé l'évolution du processus historique. Nous pouvons diviser cette chronologie en deux grandes parties.

1 - La mise en place de l'«ordre colonial». Il y eut d'abord des opérations militaires. Elles furent longues et meurtrières. Nous avons volontairement publié de larges extraits pour montrer la nature terroriste du système colonial. Ensuite et afin d'appuyer ces opérations militaires, on mit en place tout un arsenal de lois juridiques qui visait un triple objectif :

a) Pulvériser la tribu, la société en introduisant la propriété privée. Par ce moyen les colonialistes espéraient en terminer avec la résistance des masses populaires. En effet, la structure économique et sociale de l'Algérie en 1830 était un des éléments moteurs qui alimentaient cette résistance héroïque.

b) Mettre en place l'exploitation capitaliste qui ne pouvait pas tolérer l'existence d'une forme collective de la propriété (arch, sabega, habous...) ou encore l'existence ou la mise en place d'une économie indépendante (destruction de l'artisanat, intégration de l'économie algérienne à celle de la France).

c) Le système colonial s'est caractérisé pendant toute la période d'occupation par une contradiction fondamentale qui a permis au mouvement national à ces débuts de se frayer un chemin pour la libération du pays. En effet le colonialisme français se voulait d'une part assimilationniste. Pour cela différentes décisions ont été mises en application : introduction du Code Civil français qui dessaisissait la juridiction des mahakmas, institutionnalisation d'un nouvel état civil, introduction de l'école française en opposition à l'enseignement de la langue arabe et du Coran, velléité d'évangélisation des populations autochtones etc...; tout cela avec le désir d'implanter une très forte minorité européenne qui devait faciliter ces opérations assimilationnistes. D'autre part, et, en opposition à cette stratégie assimilationniste,

tout un système d'assujettissement fut mis en place pour bloquer l'évolution politique de la société algérienne : sénatus-consulte, de 1865 code de l'indigénat, système des communes mixtes et territoires militaires, et différentes autres mesures, circulaire Michel, décret Régnier, article 80 etc... Cette politique coloniale à trois dimensions eut un triple effet sur la société algérienne.

\* Tentative de génocide des populations autochtones au nom de la «race supérieure qui supprime la race inférieure». En 1830 la population de l'Algérie était estimée à trois millions d'habitants ; en 1870 elle n'était plus que de deux millions cinq cent milles. Raymond Barre, Premier Ministre français peut alors déclarer la conscience tranquille devant les députés de l'Assemblée Nationale Française «La France est fière de ces réalisations en Algérie».

\* Paupérisation extrême des populations algériennes avec multiplication des épidémies dues à la malnutrition. Mais le résultat le plus grave en conséquence a été la réduction au sous-développement de la société algérienne qui a entraîné la constitution en France d'une très forte émigration dont aujourd'hui les capitalistes voudraient se débarrasser : «après avoir pressé le citron on jette l'écorce». Dans le domaine culturel il y eut partout régression avec le triomphe de l'analphabétisme : «le colonialisme, a écrit Aimé Césaire, a frappé de mort des civilisations dont nul ne peut dire de quelles contributions supplémentaires elles eussent enrichi l'humanité. On sait ce que la colonisation a rapporté en argent, en richesse à l'Europe. Mais on ne peut supputer ce que l'humanité a perdu dans des civilisations disparues. A quelle stade serions-nous aujourd'hui de progrès universel si ces civilisations avaient continué à prospérer, à chercher, à trouver. On peut y rêver longtemps. Le colonialisme a brisé l'échine à d'autres civilisations plus humbles certes, mais qui étaient encore susceptibles de renouvellement, de développement. En sorte qu'il est permis de dire que la colonisation a fait reculer la civilisation au lieu de la faire avancer. Elle a décivilisé aussi bien le colonisateur que le colonisé, apparaissant ainsi comme une gigantesque entreprise d'ensauvagement, non seulement de l'Asie et de l'Afrique mais encore par un retour des choses de l'Europe elle-même».

\* La violence a été une des caractéristiques essentielles de la lutte nationale. Les bombardements collectifs de la période 1954-1962, les tortures, les assignations à résidence surveillée, l'exode ne sont pas des phénomènes nouveaux. Les opérations

de Massu, de Bigeard, de Challe... continuent celles de Lamoricière, du Duc d'Aumale, de Bugeaud, du 8 Mai 1945...

Nous avons donc tenté de dégager ce processus de destruction sur le plan politique, économique, social et culturel.

2) - Dans la deuxième partie nous avons cité les principales étapes traversées par la lutte de libération nationale. En effet, il y eut d'abord les résistances essentiellement paysannes de tout le XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, et ensuite le processus de formation des courants et partis politiques. Ce fut un long cheminement qui a eu ses moments forts où les masses furent entraînées dans la lutte : 1919, 1936, 1944, 1950... obligeant le colonialisme à reculer et à faire des concessions. Mais il y eut aussi des moments de repli ou de stagnation dû pour l'essentiel à une violente répression : 1925, 1930, 1939..., entraînant parfois, le doute ou les déviations chez un certain nombre de militants. Cependant la stratégie de libération du pays s'est maintenue. Il n'y a jamais eu de coexistence avec le système colonial, contrairement aux affirmations de l'historien français Roger Letourneau.

Le choix des dates retenues dans la seconde partie pose un problème de méthodologie historique. La plupart des ouvrages relatifs à l'histoire du mouvement national algérien centrent l'essentiel de leurs réflexions autour des classes dirigeantes et de leur état-major. Cette approche a conduit très souvent ces historiens à des positions beaucoup plus idéologiques que scientifiques ; ce qui par certains aspects pourrait nuire à la recherche historique.

Cette histoire qui centre toute sa réflexion autour de la vie politique peut nous amener parfois à des impasses dans l'étude que nous faisons sur le mouvement national. Pour cela nous citerons un exemple : le MTLD qui avait l'audience populaire la plus large est secoué par une profonde crise à partir des années cinquante. Il connaît alors des désaffections, le doute s'installe au sein des militants et au cours de l'année 1954 le parti connaît une profonde scission qui a pratiquement atomisé toutes ses structures. Or c'est au cours de cette même année que se prépare avec succès le déclenchement de la lutte armée pour la libération nationale. Comment donc concilier cette désorganisation totale d'un des plus importants partis politiques d'où sont issus l'essentiel des hommes du 1er Novembre avec le succès remporté par le mot d'ordre de lutte armée ? Seule donc une histoire sociale prise dans sa totalité peut nous permettre de dépasser ce qui nous paraît être à priori une contradiction. C'est ce qui nous a

guidé dans le choix des dates que nous avons retenues. Le lecteur pourra noter l'intensité des luttes et apprécier d'une façon concrète comment la crise du mouvement national a été dépassée pour aboutir aux choix de la lutte armée.

Le lecteur notera que certaines régions de l'Algérie ou certaines catégories de faits politiques reviennent plus souvent. Cela est le résultat provisoire de nos connaissances. Nous avons travaillé avec l'acquis scientifique que nous possédons. Quant aux sources nous ne les avons pas toujours citées; elles sont classiques; il s'agit des travaux d'Ageron, de Julien, Lacoste, Nouschi Montoy, Prenant, Collot, Larcher, des thèses comme celle de Mmes Hamed, Benallegue, de Planche, Kadache, un dépouillement de la presse...

Nous espérons que cette chronologie puisse rendre service, à l'étudiant, aux chercheurs ou tout simplement à ceux ou celles qui veulent avoir un aperçu sommaire de l'histoire de notre peuple.

## DATES

## FAITS

- |                   |   |
|-------------------|---|
| 1806 - 1807       | Naissance de l'Emir Abdelkader dans la région de Mascara. Il appartenait à la tribu des Hachem, et était d'ascendance "Chorfa". Il était en outre affilié à la tribu des Kadriya. Sa mère Lalla Zohra était une femme instruite et profondément religieuse. Il a fait ses premières études à l'école de son village natal puis à Arzew.   |
| 1825              | Pèlerinage d'Abdelkader à la Mecque. Il a fait un séjour en Egypte. Après son pèlerinage, il se rendit à Damas puis à Baghdad où il se recueillit sur la tombe d'Abdelkader El Djilali fondateur de la confrérie des Kadriya.   |
| 1830 - 14 Juin    | Débarquement des troupes françaises à Sidi Fredj. Le corps expéditionnaire français se composait de 35.000 hommes.  |
| 1830 - 5 Juillet  | Convention de capitulation entre Bourmont, Général en Chef de l'Armée française et le Dey d'Alger. Contenu du 5ème paragraphe : "l'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leur propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Les femmes seront respectées. Le Général en chef en prend l'engagement sur l'honneur". |
| 1830 - 23 Juillet | La tentative de l'Armée française d'occuper Blida se heurte à une vive résistance : elle est mise en échec.   |
| 1830 - 8 Septem.  | Arrêté du Général Clauzel réunissant au domaine les propriétés du Dey, des Beys et des Turcs déportés ainsi que celles de la Mecque et de Médine. Cette mesure a entraîné la protestation des muphtis et des oulémas; car elle supprimait les ressources du culte et de la charité musulmane.   |
| 1830 - Novembre   | Expédition sur Médéa qui se heurte à une très grande résistance. Dès le 7 décembre, 5.000 hommes sont envoyés en renfort pour occuper la ville.   |